

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202349]

**27 MARS 2014. — Décret visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent décret, on entend par « organes consultatifs », les conseils, commissions, comités et autres organes, quelle que soit leur dénomination :

1<sup>o</sup> qui sont créés :

a) soit par loi, par arrêté ayant force de loi, par arrêté royal ou par arrêté ministériel;

b) soit par décret du Parlement wallon, par arrêté du Gouvernement wallon ou par arrêté d'un ou plusieurs Ministres;

2<sup>o</sup> et qui sont chargés principalement d'assister de leur avis, d'initiative ou sur demande, le Parlement wallon, le Gouvernement, un ou plusieurs Ministres.

§ 2. Les subdivisions structurelles d'un organe consultatif, à l'exception des groupes de travail temporaires, sont également considérées comme des organes consultatifs si elles sont elles-mêmes compétentes pour assister de leur avis les instances visées au 2<sup>o</sup>.

§ 3. Le Gouvernement établit, après avis du Conseil économique et social de Wallonie, une liste des organes consultatifs et des subdivisions structurelles d'un organe consultatif tombant sous le champ d'application du présent décret.

Pour rendre l'avis visé à l'alinéa précédent, le Conseil économique et social de Wallonie recueille l'avis des organes consultatifs visés par le présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités en vue d'établir cette liste, de la compléter et de la mettre à jour.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un ou plusieurs mandat(s) de membre(s) effectif(s) ou suppléant(s) d'un organe consultatif est/sont à attribuer à la suite d'une procédure de présentation et que les candidatures proposées ne permettent pas de remplir l'obligation des deux tiers visée à l'article 3, la procédure de présentation visée au paragraphe 2 sera appliquée.

§ 2. Chaque instance chargée de présenter les candidatures présente, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsque l'obligation imposée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas été remplie, l'autorité investie du pouvoir de nomination renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Si l'obligation n'est pas remplie six mois après que le ou les mandat(s) est/sont devenu(s) vacant(s), le Gouvernement peut, selon la procédure qu'il détermine, pourvoir au(x) mandat(s) vacant(s) sans suivre la procédure de présentation mais en concertation avec l'instance ou les instances chargée(s) de présenter une ou plusieurs candidature(s) n'ayant pas rempli l'obligation.

§ 3. Lorsque la procédure de présentation s'appuie sur un appel public à candidature et que celui-ci ne permet pas de rencontrer l'obligation prévue à l'article 3, le Gouvernement peut envisager l'organisation d'un second appel à candidature.

Le cas échéant après le second appel à candidature, le Gouvernement peut, selon la procédure qu'il détermine, pourvoir au(x) mandat(s) vacant(s) sans suivre la procédure de présentation dans le but de rencontrer l'obligation précitée.

**Art. 3.** Deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif sont du même sexe.

Ce quota est applicable distinctement aux membres effectifs et aux membres suppléants.

**Art. 4.** Sans préjudice de l'article 2, le Gouvernement peut octroyer une dérogation s'il s'avère impossible de remplir l'obligation visée à l'article 3 pour des raisons fonctionnelles ou qui tiennent à sa nature spécifique.

Le Gouvernement arrête les conditions auxquelles la demande doit répondre ainsi que les modalités de la dérogation et la procédure.

La dérogation est octroyée pour la durée du mandat et doit être réévaluée à l'occasion du renouvellement des mandats au sein de l'organe consultatif.

Si aucune dérogation n'est accordée, l'organe consultatif dispose d'un délai de six mois pour remplir la condition fixée par l'article 3.

**Art. 5.** Si aucune dérogation n'est accordée conformément à l'article 4, un organe consultatif ne peut délibérer valablement que si sa composition est conforme à l'article 3.

**Art. 6.** Un rapport d'évaluation de l'application du présent décret est réalisé tous les cinq ans et soumis au Gouvernement et au Parlement.

Le Gouvernement détermine les modalités de réalisation de ce rapport d'évaluation, le premier rapport devant être réalisé en 2017.

**Art. 7.** La composition des organes consultatifs créés avant l'entrée en vigueur du présent décret, est adaptée à la disposition de l'article 3, lors du prochain renouvellement complet des mandats.

Lors d'un renouvellement d'un ou plusieurs mandats dans l'attente d'un renouvellement complet, un candidat du sexe sous-représenté est désigné tant que le quota, visé à l'article 3, n'est pas atteint.

Au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la composition de tous les organes consultatifs qui ont été créés avant l'entrée en vigueur du présent décret, sera adaptée à la disposition de l'article 3.

**Art. 8.** Le décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs est abrogé.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 1004 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202349]

#### 27. MARZ 2014 — Dekret zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1 - §1.** Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter "Beratungsorganen" die Räte, Kommissionen, Ausschüsse und sonstigen Organe, ungeachtet ihrer Name:

1° die folgendermaßen gegründet werden:

- a) entweder durch ein Gesetz, einen Erlass mit Gesetzeskraft, einen Königlichen Erlass oder einen Ministerialerlass;
- b) oder durch ein Dekret des Wallonischen Parlaments, einen Erlass der Wallonischen Regierung oder einen Erlass von einem oder mehreren Ministern;

2° und die hauptsächlich damit beauftragt sind, dem wallonischen Parlament, der Regierung, einem oder mehreren Ministern mit ihren Gutachten beizustehen.

§ 2. Die strukturellen Untergliederungen eines Beratungsorgans, mit Ausnahme der zeitweiligen Arbeitsgruppen, werden ebenfalls als Beratungsorgane betrachtet, wenn sie selbst zuständig sind, um mit ihrem Gutachten die unter Punkt 2° erwähnten Instanzen beizustehen.

§ 3. Die Regierung erstellt nach Begutachtung durch den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie eine Liste der Beratungsorgane und strukturellen Eingliederungen eines Beratungsorgans, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Dekrets fallen.

Um das in dem vorigen Absatz erwähnte Gutachten abzugeben, holt der Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region das Gutachten der durch das vorliegende Dekret erwähnten Beratungsorgane ein.

Die Regierung legt die Modalitäten zur Erstellung, Ergänzung und Aktualisierung dieser Liste fest.

**Art. 2 - §1.** Jedes Mal, wenn ein oder mehrere Mandate als effektives oder stellvertretendes Mitglied eines Beratungsorgans gemäß einem Vorstellungsverfahren zu gewähren ist bzw. sind, und wenn die vorgeschlagenen Kandidaturen die Erfüllung der Verpflichtung der zwei Drittel gemäß Artikel 3 nicht erlauben, wird das in § 2 erwähnte Vorstellungsverfahren angewandt.

§ 2. Jede mit der Vorstellung von Kandidaturen beauftragte Instanz stellt für jedes Mandat die Kandidatur von mindestens einem Mann und einer Frau vor.

Ist die in Absatz 1 auferlegte Verpflichtung nicht erfüllt worden, so schickt die mit der Ernennungsbefugnis ausgestattete Behörde die Kandidaturen an die mit der Vorstellung der Kandidaturen beauftragte Instanz zurück. Ist die Verpflichtung sechs Monate, nachdem das bzw. die Mandate frei geworden sind, nicht erfüllt, so kann die Regierung nach dem von ihr bestimmten Verfahren ohne Befolgung des Vorstellungsverfahrens, sondern in Konzertierung mit der bzw. den mit der Vorstellung einer oder mehrerer Kandidaturen beauftragten Instanz(en), die die Verpflichtung nicht erfüllt hat (haben), das bzw. die freie(n) Mandate vergeben.

§ 3. Wenn das Vorstellungsverfahren auf einen öffentlichen Bewerberaufruf beruht, und wenn dieser nicht erlaubt, die in Artikel 3 vorgesehene Verpflichtung zu erfüllen, kann die Regierung die Organisation eines zweiten Bewerberaufrufs in Betracht ziehen.

Gegebenenfalls kann die Regierung nach dem zweiten Bewerberaufruf gemäß dem von ihm bestimmten Verfahren das bzw. die freie(n) Mandat(e) vergeben, ohne das Vorstellungsverfahren zu befolgen, mit dem Ziel, der vorerwähnte Verpflichtung zu begegnen.

**Art. 3** - Höchstens zwei Drittel der Mitglieder eines Beratungsorgans gehören demselben Geschlecht an.

Dieser Anteil findet Anwendung jeweils auf die effektiven und die stellvertretenden Mitglieder.

**Art. 4** - Unbeschadet von Artikel 2 kann die Regierung eine Abweichung bewilligen, wenn es sich als unmöglich erweist, die in Artikel 3 erwähnte Verpflichtung aus funktionellen Gründen oder aus Gründen, die auf ihre spezifische Natur zurückzuführen sind, zu erfüllen.

Die Regierung erlässt die Bedingungen, denen der Antrag genügen soll, sowie die Modalitäten für die Abweichung und das Verfahren.

Die Abweichung wird bis zur Zuendeführung des Mandats bewilligt und muss anlässlich der Erneuerung der Mandate innerhalb des Beratungsorgans neu bewertet werden.

Wenn keine Abweichung bewilligt wird, verfügt das Beratungsorgan über eine Frist von sechs Monaten, um die durch Artikel 3 festgesetzte Bedingung zu erfüllen.

**Art. 5** - Wenn keine Abweichung gemäß Artikel 4 bewilligt wird, ist das Beratungsorgan nur dann beschlussfähig, wenn seine Zusammensetzung Artikel 3 entspricht.

**Art. 6** - Ein Bewertungsbericht über die Anwendung des vorliegenden Dekrets wird alle fünf Jahre erstellt und der Regierung und dem Parlament unterbreitet.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erstellung dieses Bewertungsberichts, und der erste Bericht muss 2017 erstellt werden.

**Art. 7** - Die Zusammensetzung der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gegründeten Beratungsorgane wird bei der nächsten vollständigen Erneuerung der Mandate der Bestimmung von Artikel 3 angepasst.

Bei einer Erneuerung eines oder mehrerer Mandat(e) in Erwartung einer vollständigen Erneuerung wird ein Kandidat des unterrepräsentierten Geschlechts bezeichnet, solange der in Artikel 3 erwähnte Anteil nicht erreicht ist.

Spätestens am 1. Januar 2016 wird die Zusammensetzung aller vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gegründeten Beratungsorgane der Bestimmung von Artikel 3 angepasst.

**Art. 8** - Das Dekret vom 8. Mai 15 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen wird aufgehoben.

**Art. 9** - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. März 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

---

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1004 (2013-2014). Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. März 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202349]

**27 MAART 2014. — Decreet tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder "adviesorganen", de raden, commissies, comités en andere organen, die onder welke benaming ook :

1° opgericht zijn :

a) hetzij bij wet, bij besluit dat kracht van wet heeft, bij koninklijk besluit of bij ministerieel besluit;

b) hetzij bij decreet van het Waals Parlement, bij besluit van de Waalse Regering of bij besluit van één of meer Ministers;

2° en die, op eigen initiatief of op verzoek, voornamelijk advies verlenen aan het Waals Parlement, de Regering, één of meer Ministers.

§ 2. Structurele onderverdelingen van een adviesorgaan, met uitzondering van de tijdelijke werkgroepen, worden ook als adviesorganen beschouwd als ze zelf bevoegd zijn om advies te verlenen aan de instanties vermeld in 2°.

§ 3. De Regering bepaalt, na advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), een lijst van de adviesorganen en van de structurele onderverdelingen van een adviesorgaan die binnen het toepassingsgebied van dit decreet vallen.

Om het advies bedoeld in het vorige lid te verstrekken, wint de "Conseil économique et social de Wallonie" het advies in van de adviesorganen bedoeld bij dit decreet.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het vaststellen, het vervolledigen en het bijwerken van deze lijst.

**Art. 2.** § 1. Als één of meer mandaat(-aten) van gewoon of plaatsvervangend lid van een adviesorgaan ten gevolge van een voordrachtprocedure moet(en) worden toegekend en de voorgedragen kandidaturen het niet mogelijk maken om te voldoen aan het vereiste quorum van tweederde vermeld in artikel 3, dan zal de voordrachtprocedure bedoeld in paragraaf 2 worden toegepast.

§ 2. Elke voordragende instantie dient, voor elk mandaat, de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voor te dragen.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde verplichting niet vervuld is, verzendt de voor de benoemingen bevoegde overheid de kandidaturen naar de instantie belast met het voordragen van de kandidaturen. Als zes maanden na het vacant worden van het (de) mandaat(-aten) nog niet aan de verplichting voldaan is, kan de Regering, volgens de procedure die zij bepaalt, het (de) vacante mandaat(-aten) invullen zonder de voordrachtprocedure te volgen maar in overleg met de instantie(s) belast met de voorlegging van één of meer kandidatuur(-uren) waarvoor de verplichting niet vervuld is.

§ 3. Als de voordrachtprocedure op een openbare oproep tot kandidaten berust waarbij de verplichting bedoeld in artikel 3 wordt niet vervuld, kan de Regering de organisatie overwegen van een tweede oproep tot kandidaten.

Na de tweede oproep tot kandidaten kan de Regering, in voorkomend geval en volgens de procedure die zij bepaalt, het (de) vacante mandaat(-aten) invullen zonder de voordrachtprocedure te volgen, om te voldoen aan voornoemde verplichting.

**Art. 3.** Maximum twee derde van de leden van een adviesorgaan zijn van hetzelfde geslacht.

Dit quorum is afzonderlijk van toepassing op de effectieve en op de plaatsvervangende leden.

**Art. 4.** Onverminderd artikel 2 kan de Regering een afwijking verlenen als onmogelijk kan worden voldaan aan de voorwaarde vermeld in artikel 3, ofwel om functionele redenen ofwel om redenen die verband houden met de specifieke aard ervan.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de aanvraag moet voldoen alsook de modaliteiten in verband met de afwijking en de procedure.

De afwijking wordt verleend voor de duur van het mandaat en moet opnieuw worden beoordeeld bij de hernieuwing van de mandaten binnen het adviesorgaan.

Als geen afwijking wordt verleend, beschikt het adviesorgaan over zes maanden om de voorwaarde vastgesteld bij artikel 3 te vervullen.

**Art. 5.** Als geen afwijking wordt verleend overeenkomstig artikel 4, kan een adviesorgaan alleen geldig beraadslagen als het conform artikel 3 samengesteld is.

**Art. 6.** Een evaluatierapport in verband met de toepassing van dit decreet wordt om de vijf jaar opgemaakt en onderworpen aan de Regering en aan het Parlement.

De Regering bepaalt de modaliteiten in verband met het opmaken van dit evaluatierapport; het eerste moet in 2017 worden opgemaakt.

**Art. 7.** De samenstelling van de adviesorganen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden opgericht, wordt aangepast aan de bepaling van artikel 3, bij de eerstvolgende volledige hernieuwing van de mandaten.

Bij een hernieuwing van een of meer mandaten in afwachting van een volledige hernieuwing, wordt, zolang het quorum, vermeld in artikel 3, niet gerealiseerd is, een kandidaat van het ondervetegenwoordigde geslacht aangewezen.

Uiterlijk op 1 januari 2016 dient de samenstelling van alle adviesorganen die voor de inwerkingtreding van dit decreet werden opgericht, aangepast te zijn aan de bepaling van artikel 3.

**Art. 8.** Het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1004 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Integraal verslag, plenaire zitting van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202352]

**27 MARS 2014.** — Décret instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret est pris en application de l'article 7, § 2, de l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative.

§ 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « accord de coopération partage de données » : l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

2° « cadastre de l'emploi non-marchand » : la banque de données issues de sources authentiques, liée à l'emploi dans le secteur du non-marchand en Région wallonne, telle que définie à l'article 2, 2°, de l'accord de coopération partage de données;

3° « dispositif » : un ensemble de règles décrétales, réglementaires ou administratives, applicables à une politique spécifique, à un secteur d'activité déterminé ou à une activité déterminée établies en vue d'obtenir un résultat dans le cadre des missions de l'autorité publique : allouer ou octroyer, autoriser, contrôler, percevoir ou recouvrer ou récupérer, réglementer, acheter;

4° « donnée à caractère personnel » : une donnée telle que définie par l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

5° « donnée transversale » : une donnée utilisée ou utilisable par plusieurs dispositifs;

6° « donnée spécifique » : une donnée utilisée ou utilisable par un seul dispositif;

7° « loi vie privée » : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel ainsi que tous les arrêtés pris en exécution de cette dernière;

8° « participant au cadastre de l'emploi non-marchand » : toute autorité publique de la Région wallonne, identifiée par le Gouvernement wallon, qui met une ou plusieurs sources authentiques ou sources de données à disposition du cadastre de l'emploi non-marchand;

9° « gestionnaire » : le service que le Gouvernement identifie pour gérer le cadastre de l'emploi non-marchand.